



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2021-

37

du 20 FEV. 2021

mettant en demeure la société REMONDIS France de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de FOLSCHVILLER en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

vu les Livres I et V du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I ;

vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET, préfet de la Moselle ;

vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

vu le rapport du 8 février 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 26 janvier 2021 ;

vu le courrier préfectoral du 11 février 2021 informant exploitant du site de Folschviller de la mise en demeure envisagée à son encontre, le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

vu l'absence d'observation de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

considérant que la société REMONDIS France exploite sur le site de Folschviller des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

considérant que lors du contrôle du 26 janvier 2021, l'Inspection des installations classées a constaté que la vérification et l'entretien du séparateur d'hydrocarbures n'étaient pas réalisés ;

considérant que de ce fait les dispositions de l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 ne sont pas respectées ;

considérant par ailleurs que, lors du contrôle du 26 janvier 2021, un nombre important de containers souillés et de déchets non conformes étaient entreposés à l'extérieur du bâtiment sans être placés sur une rétention dédiée ;

considérant que de ce fait les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 ne sont pas respectées ;

considérant également que la détection des déchets radioactifs et le stockage de ces déchets ne sont pas conformes aux prescriptions ;

considérant que de ce fait les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 ne sont pas respectées ;

considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

considérant l'absence de réponse de l'exploitant à la date du 24 février 2021 à l'information relative à la sanction envisagée ;

sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

La société REMONDIS France est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Folschviller, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015.

En particulier, il doit réaliser le contrôle et l'entretien du débourbeur déshuileur et mettre en place un suivi régulier de cet équipement.

Article 2 :

La société REMONDIS France est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Folschviller, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015.

En particulier, il doit stocker tout contenant souillé et déchets liquides à l'intérieur du bâtiment de stockage et réorganiser sa zone de stockage extérieure de palettes.

Article 3 :

La société REMONDIS France est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à FOLSCHVILLER, dans un délai de 2 mois à compter de la notifi-

cation du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015.

En particulier, il doit mettre en place une procédure de contrôle de la radioactivité des déchets à leur arrivée sur site et matérialiser une aire de stockage extérieure de ces déchets, isolée et éloignée des zones de passage

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société REMONDIS FRANCE dont une copie est également transmise, pour information, à Madame le sous-préfet de l'arrondissement de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de FOLSCHVILLER.

Fait à Metz, le 26 FEV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Olivier Delcayrou

